

P L'administration publique et les métiers du droit

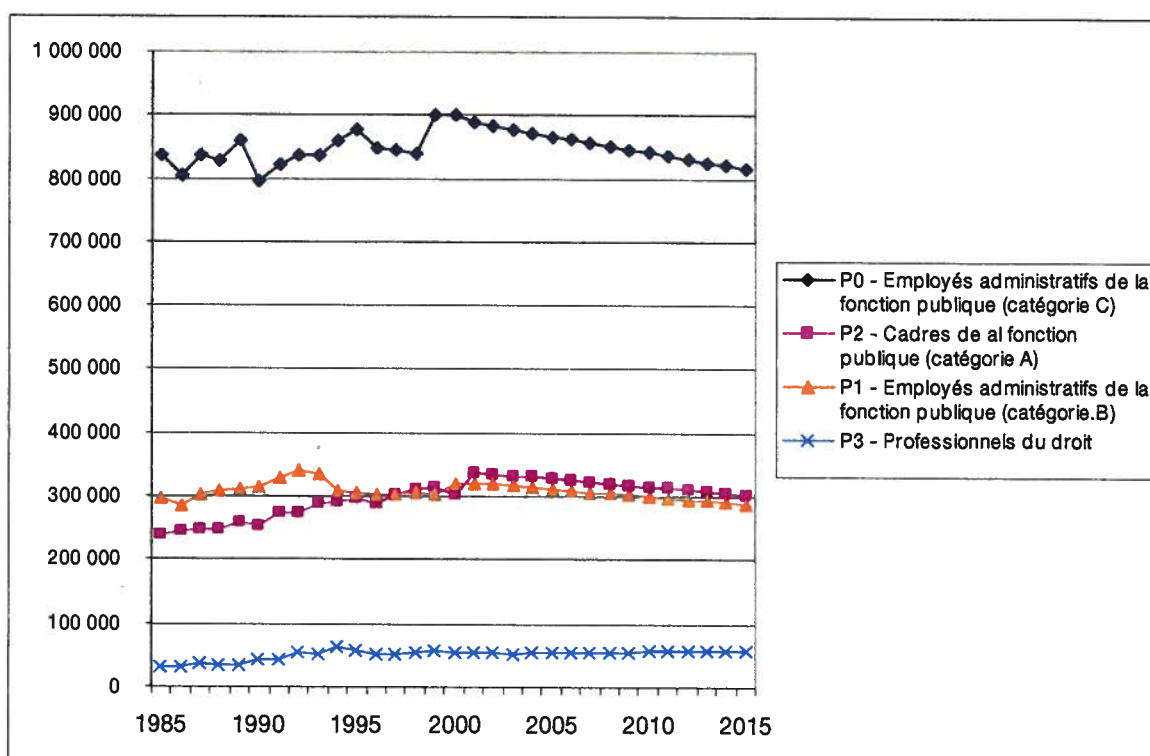
Idées-force

Les gains de productivité liés aux nouvelles technologies, particulièrement aux échanges informatisés des données, devraient limiter les besoins de main-d'œuvre sur les métiers administratifs de la fonction publique. Pour autant, le renouvellement des départs des générations du baby-boom fera de la fonction publique un employeur très actif sur le marché du travail.

Pour les premiers niveaux de qualification, la fonction publique offre des garanties de stabilité d'emploi qui devraient limiter les risques de difficultés de recrutement. Par contre, si le chômage baisse fortement sur les segments qualifiés du marché du travail, la fonction publique pourrait avoir du mal à conserver son poids dans l'embauche des jeunes diplômés du supérieur (1/3) face aux perspectives de carrière salariale offertes par le secteur privé.

L'exercice d'une profession du droit nécessite un diplôme précis. *A priori* si les besoins sont bien anticipés, l'appareil de formation permet d'ajuster offre et demande de travail.

P Administration publique et droit : l'évolution de l'emploi de 1985 à 2015



P Administration publique et droit : le nombre de postes à pourvoir d'ici 2015

	Emploi 2015	Créations nettes d'emploi 2005-2015	Départs de l'emploi 2005 - 2015	Postes à pourvoir entre 2005-2015	En moyenne annuelle par rapport à l'emploi total	Variation des départs de l'emploi de 2005 à 2015 par rapport à ceux de 1995 à 2005
P0 Fonction publique cat. C	816	- 51	275	224	2,7 %	54
P1 Fonction publique cat. B	289	- 23	107	84	2,8 %	31
P2 Fonction publique cat. A	304	- 24	114	90	2,9 %	31
P3 Professionnels du droit	57	3	12	15	2,6 %	31
P professions administratives et juridiques	1 466	- 96	508	412	2,7 %	43
Emploi total	25 506	1 513	6 007	7 520	3,0 %	32